

L'opinion défend à la fois la liberté individuelle et la cohésion sociale

Régis Bigot

Individualistes, conservateurs, éternels insatisfaits, voire râleurs: les qualificatifs peu flatteurs ne manquent pas pour caractériser l'état d'esprit des Français. Certains de ces clichés mériteraient d'être relativisés. Une récente recherche du CRÉDOC, portant sur l'évolution des modes de vie et des opinions de nos concitoyens, révèle des facettes de la société beaucoup plus équilibrées.

L'enquête « Conditions de vie et aspirations », réalisée chaque année depuis la fin des années 1970, offre un point d'observation privilégié des changements récents. Elle met en lumière des attitudes en matière de mœurs beaucoup moins conservatrices qu'on pouvait le penser et une forte envie de concilier liberté individuelle et cohésion sociale. Sur ces thèmes, les différences entre les villes et le monde rural ont tendance à disparaître.

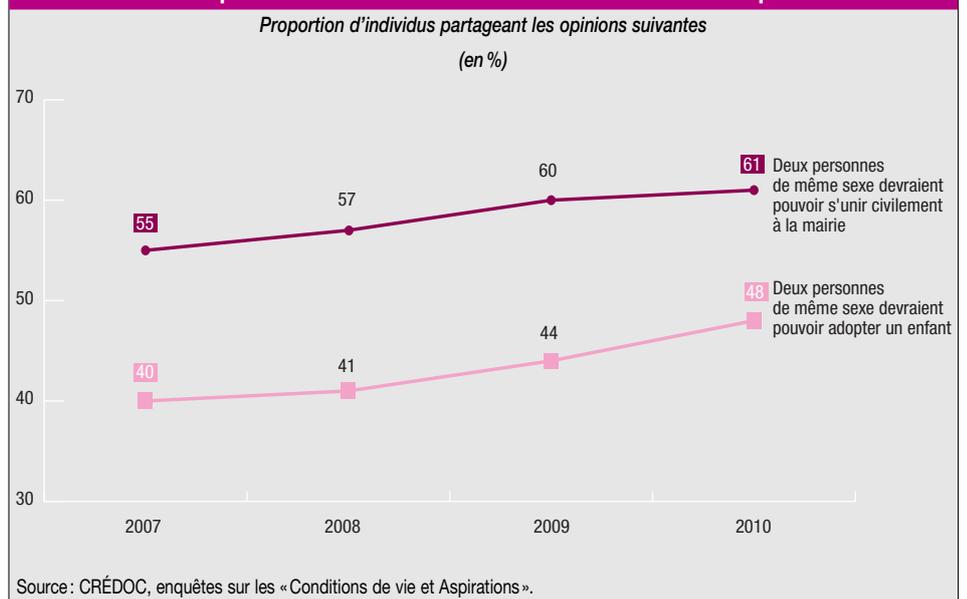
Par exemple, l'idée de l'homoparentalité, qui a longtemps divisé le corps social, a fait son chemin dans les esprits: 61 % de la population considèrent aujourd'hui que deux personnes de même sexe devraient pouvoir s'unir civilement à la mairie et près de la moitié estime qu'elles devraient pouvoir adopter un enfant. L'étude révèle aussi un réel attachement de nos concitoyens aux valeurs de solidarité, à l'État Providence et à l'aide en faveur des plus démunis. Autant de résultats qui traduisent la volonté de mieux vivre ensemble dans le respect des libertés de choix de vie de chacun.

L'opinion est sur le point de basculer en faveur de l'homoparentalité

On dit parfois des périodes de récession économique qu'elles sont caractérisées par un retour vers des valeurs traditionalistes et des attitudes conservatrices. Dans un environnement tourmenté, l'opinion serait à la recherche de repères et tentée par un retour en arrière. Plusieurs indicateurs de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CRÉDOC montrent qu'il n'en est rien. Exemple significatif:

le regard que portent nos concitoyens sur l'homoparentalité ou le mariage homosexuel évolue rapidement ces dernières années. La majorité de l'opinion est sur le point de basculer: en 2010, près d'un Français sur deux estime que deux personnes de même sexe devraient pouvoir adopter un enfant; il y a quatre ans, le pourcentage n'était que de 40 %. Corrélativement, 61 % de la population considère que deux personnes de même sexe devraient pouvoir s'unir civilement à la mairie, contre 55 % en 2007.

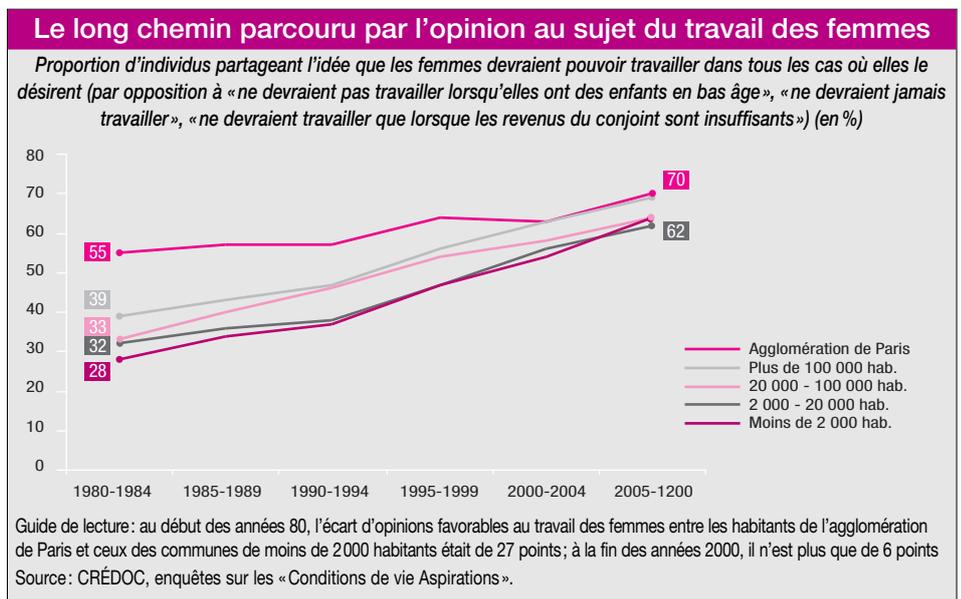
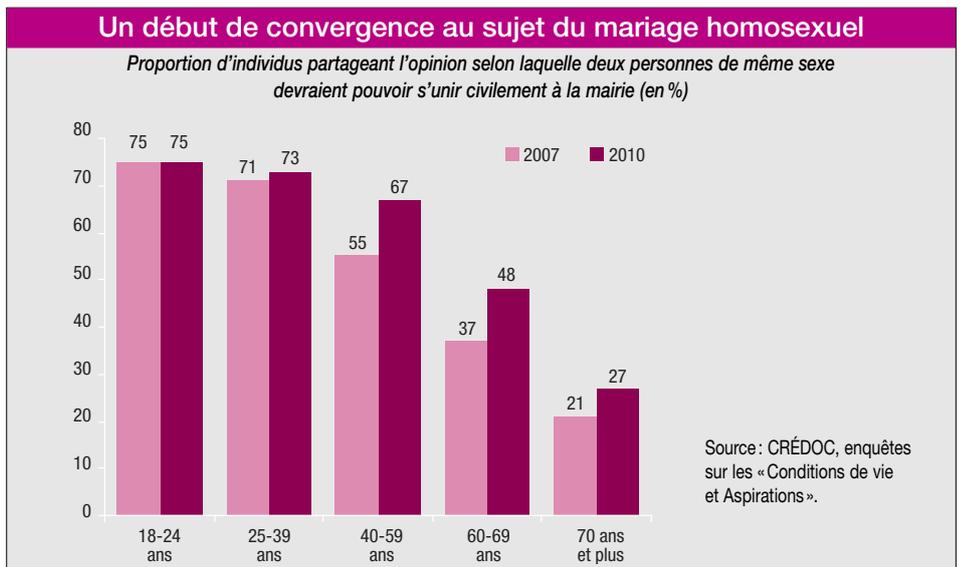
Près d'une personne sur deux est favorable à l'homoparentalité



Ceux qui ont changé de point de vue en quatre ans sont d'une part les sexagénaires: en 2007, 63 % d'entre eux étaient opposés à l'union civile à la mairie des couples homosexuels; aujourd'hui, dans cette même tranche d'âge, on compte presque autant de partisans que d'opposants (respectivement 48 % et 52 %). Sur l'homoparentalité, ce sont surtout les 40-60 ans qui ont évolué: 40 % «seulement» y étaient favorables il y a quatre ans, contre 51 % aujourd'hui. Conséquence de ces évolutions: l'écart selon le lieu de résidence est peu important: 44 % des habitants des communes rurales sont favorables à la possibilité que deux personnes de même sexe puissent adopter un enfant, la proportion est de 54 % dans l'agglomération de Paris.

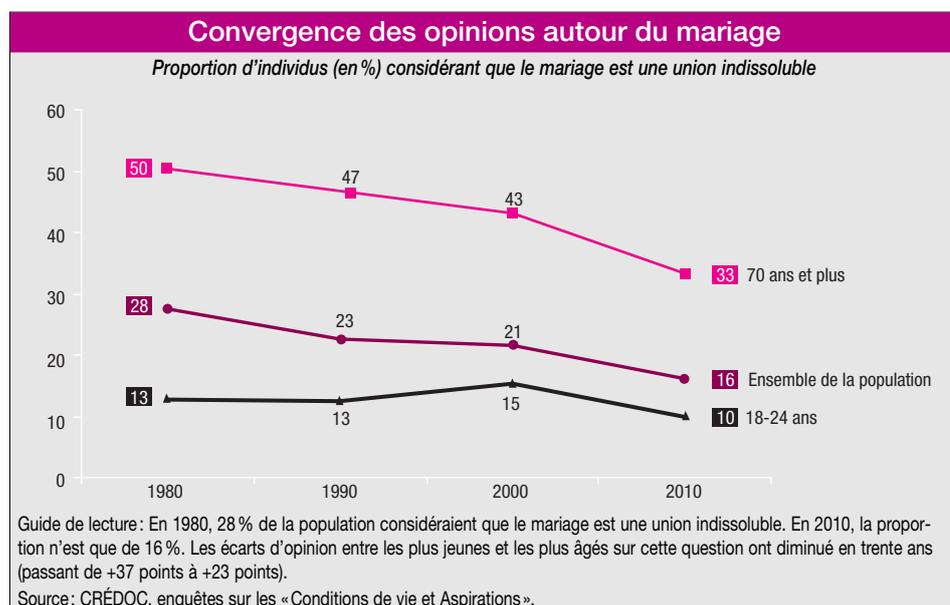
Le traditionalisme en matière de mœurs recule

Ces changements s'inscrivent dans un mouvement d'abandon de certaines attitudes traditionalistes: l'idée que le mariage est une union indissoluble perd régulièrement du terrain depuis trente ans, de même que la défense du principe selon lequel les femmes ne devraient pas travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge, ou qu'elles le pourraient uniquement pour équilibrer le budget du ménage. Au début des années 1980, seuls 28 % des ruraux défendaient l'idée que les femmes devaient pouvoir travailler dans tous les cas où elles le désirent; trente ans plus tard, 62 % partagent ce point de



vue et l'écart avec les habitants des agglomérations de plus de 100 000

habitants a quasiment disparu (70 %). La valeur « famille », qui reste fondamentale, est moins hégémonique. Par exemple, à la fin des années 1970, 68 % des personnes interrogées considéraient que « la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu »; en 2010, ce point de vue reste majoritaire, mais il s'estompe progressivement (59 %). De nombreux travaux de recherche montrent que les liens familiaux sont de plus en plus choisis et de moins en moins subis. Non seulement nous sommes loin de l'époque où trois générations cohabitaient sous le même toit, mais, aujourd'hui, au sein des familles, les liens se nourrissent d'échanges réciproques, plus électifs. Dans le même temps, la sociabilité de chacun tend à s'élargir: moins centrée sur le foyer, elle se diversifie et s'élar-



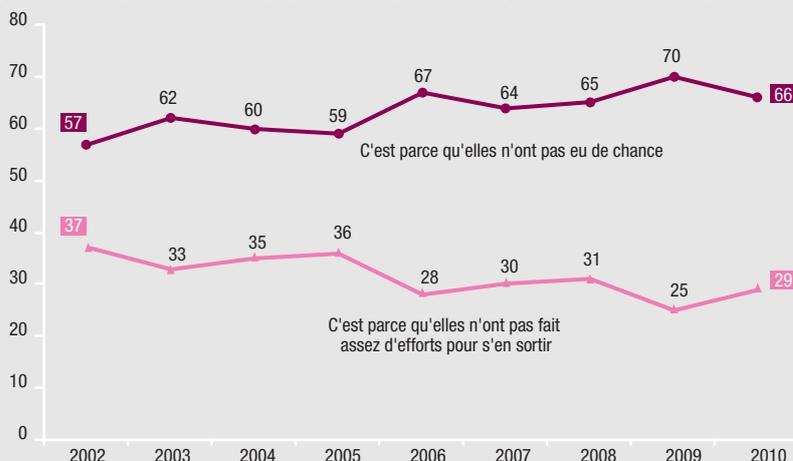
git aux réseaux de voisinage, amicaux, professionnels, associatifs, et virtuels aujourd'hui avec la diffusion d'Internet. Signe d'une tendance de fond, l'évolution de ces pratiques de sociabilité est relativement homogène sur l'ensemble du territoire

L'attachement aux valeurs de solidarité

On évoque souvent la montée de l'individualisme dans les sociétés contemporaines. De fait, la progression de la sociabilité et la meilleure acceptation des différences témoignent d'une plus grande ouverture à autrui. L'inclination à mieux vivre ensemble se manifeste à travers les nombreuses formes de solidarités, familiales, associatives ou nationales. Des solidarités qui tendent d'ailleurs à se renforcer quand le chômage se développe. Plusieurs résultats de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » en attestent : interrogés sur ce qui, selon eux, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté, deux Français sur trois considèrent que c'est parce qu'elles n'ont pas eu de chance ; seul un sur trois considère au contraire qu'elles n'ont pas fait assez d'effort pour s'en sortir. Cette attitude compréhensive, voire compatissante, est perceptible sur l'ensemble du territoire et a eu tendance à se renforcer ces dernières années.

La compréhension à l'égard des plus démunis tend à progresser

Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ? (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes sur les « Conditions de vie et Aspirations ».

Cette évolution se traduit aussi par le souhait largement partagé (60 %) que la collectivité prenne en charge les familles aux ressources insuffisantes pour leur permettre de vivre. Seule une minorité estime plutôt que cela risquerait de leur enlever le sens des responsabilités (36 %). Les opinions sont comparables quelle que soit la taille de l'agglomération dans laquelle on vit. L'attente de l'opinion vis-à-vis du système de protection sociale est forte, et pas seulement dans les périodes où la conjoncture se dégrade : les observations régulières du CRÉDOC sur ce sujet depuis plus de 30 ans montrent qu'il s'agit d'une attitude

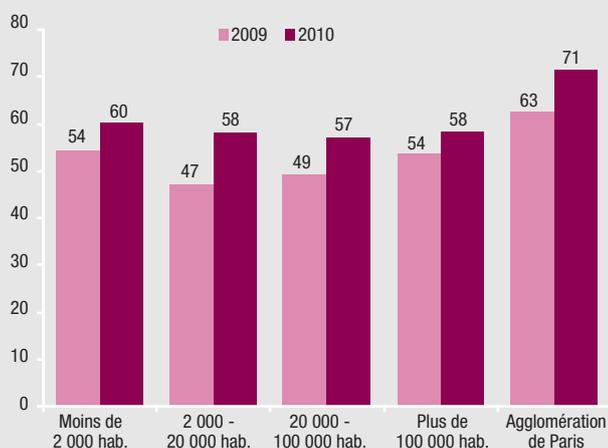
largement ancrée dans le système de valeurs de nos concitoyens.

Un fort soutien aux politiques sociales

En 2010, 60 % de nos concitoyens estiment que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis (seuls 5 % estiment que l'État fait trop et 33 % disent qu'il fait ce qu'il doit). Un résultat à nuancer puisqu'entre 2009 et 2010, la critique s'est atténuée : l'an dernier, 68 % de la population pensaient que l'aide publique était insuffisante, soit 8 points de moins en douze mois seulement. Il est probable que la mise en place du Revenu de Solidarité Active en juin 2009 a pu infléchir l'opinion. En 2009, 44 % de la population considéraient que le RMI comportait des risques d'inciter les bénéficiaires à s'en contenter et à ne pas chercher de travail. Aujourd'hui, seuls 36 % font le même reproche au RSA (une proportion qui tombe à 29 % en Ile-de-France). Cette réforme, qui vise à encourager le retour à l'activité des personnes en difficultés tout en leur apportant un soutien financier, a pu donner le sentiment aux Français que l'État est plus présent et plus efficace.

Un jugement plutôt positif au sujet du RSA

Proportion d'individus considérant que le RSA (en 2010) ou le RMI (en 2009) donne un coup de pouce aux bénéficiaires pour s'en sortir, plutôt qu'il ne les incite à s'en contenter et à ne pas chercher du travail (en %)



Guide de lecture : en 2009, 54 % des habitants des communes de moins de 2 000 habitants estimaient que le RMI donne un coup de pouce aux bénéficiaires pour s'en sortir, plutôt qu'il ne les incite à s'en contenter et à ne pas chercher du travail. En 2010, 60 % estiment qu'il en est de même pour le RSA.

Source : CRÉDOC, enquêtes sur les « Conditions de vie et Aspirations ».

La crainte des inégalités dans l'accès aux soins

Le désir de préserver la cohésion sociale se manifeste également par l'augmentation des craintes rela-

tives au système de soins : le sentiment que l'on est mieux soigné lorsqu'on a des relations et de l'argent s'est diffusé, année après année. L'impression de vivre dans un système de soins à deux vitesses, qui était auparavant surtout perceptible chez les Parisiens, s'est progressivement répandue sur l'ensemble du territoire : entre 1980 et 2010, la pro-

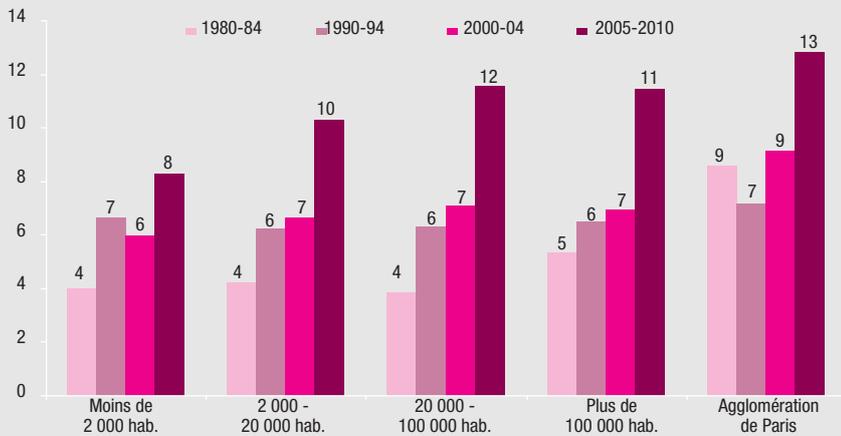
portion d'individus pensant que l'on est mieux soigné lorsqu'on est aisé est passée en milieu rural de 52 % à 66 % ; chez les Franciliens, la proportion atteint 73 %.

De fait, on constate une augmentation de la part d'individus déclarant devoir s'imposer des restrictions budgétaires en matière de soins médicaux. Au début des années 1980, seuls 3 % de

la population se trouvaient dans cette situation ; trente années plus tard, le taux a grimpé à 13 %. Or, les catégories les plus modestes se restreignent trois fois plus souvent que les catégories aisées : en 2010, 18 % des ménages disposant de moins de 900 € par mois sont touchés, contre 5 % de ceux qui disposent de plus de 3 100 € par mois. ■

La population s'impose davantage de restrictions budgétaires en matière de soins médicaux

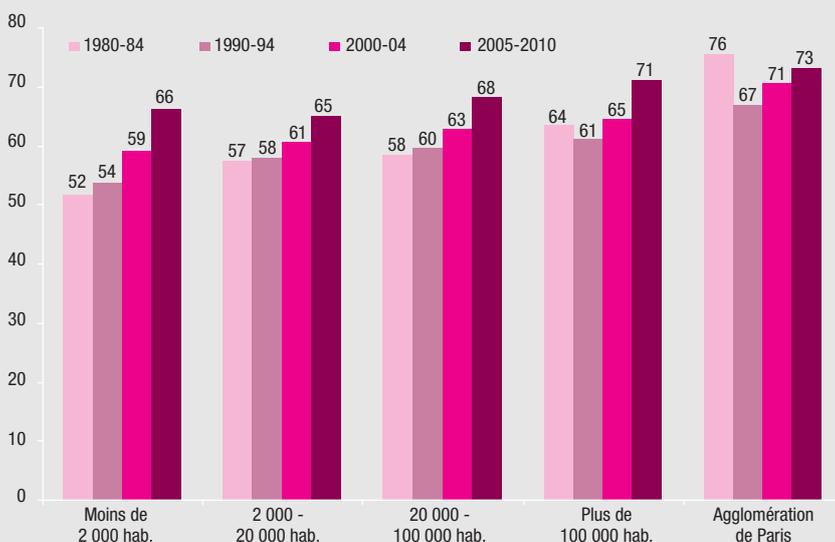
Proportion d'individus déclarant devoir s'imposer régulièrement des restrictions budgétaires en matière de soins médicaux (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes sur les « Conditions de vie et Aspirations ».

Un système de soins à deux vitesses : les craintes s'accroissent

Proportion d'individus qui pensent que l'on est mieux soigné lorsqu'on a de l'argent et des relations (en %)



Guide de lecture : 52 % des habitants des communes de moins de 2 000 habitants considéraient au début des années 80 que l'on est mieux soigné lorsque l'on a de l'argent et des relations. À la fin des années 2000, ils étaient 66 %.

Source : CRÉDOC, enquêtes sur les « Conditions de vie et Aspirations ».

Pour en savoir plus

● Les résultats sont tirés de l'enquête « Conditions de vie et Aspirations », réalisée chaque année auprès de 2 000 personnes interrogées en face-à-face selon la méthode des quotas. L'échantillon, renouvelé tous les ans, est représentatif de la population adulte résidant en France.

CRÉDOC
Consommation et Modes de Vie

●
Publication du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie

●
Directeur de la publication : Yvon Merlière

●
Rédacteur en chef : Yvon Rendu

●
Relations publiques
Tél. : 01 40 77 85 01
relat-presse@credoc.fr

●
Diffusion par abonnement uniquement
31 euros par an
Environ 10 numéros

●
142, rue du Chevaleret, 75013 Paris

●
Commission paritaire n° 2193
AD/PC/DC

●
www.credoc.fr